

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 236
JEUDI 27 JUIN 1974

**les accords entre l'Iran et la France
en témoignent :**

L'IRAN S'OPPOSE AUX DEUX SUPER-GRANDS

La venue du chef de l'état iranien le shah d'Iran en France aura une fois de plus révélée l'énorme mystification entreprise sous la pression de l'idéologie révisionniste pour détourner notre peuple de la lutte contre les deux superpuissances Etats-Unis et URSS qui s'acoquinent et rivalisent pour dominer le monde. En effet que constate-t-on ? Au même moment où le chef de l'état iranien arrivait en France, un détachement de la flotte soviétique de la Baltique faisait escale à Cherbourg. Est-ce un hasard si tous les feux ont alors été braqués contre le shah d'Iran et le rôle agressif du social-impérialisme soviétique délibérément passé sous silence ? Non.

D'un côté on passe sous silence la dangereuse prise en tenailles de l'Europe par l'URSS et la course à la guerre entre impérialistes américains et sociaux-impérialistes soviétiques, de l'autre on prend comme cible les pays du Tiers-Monde qui luttent pour leur indépendance : tel est le fond de la politique révisionniste.

Comment apprécier en effet la venue du shah d'Iran à Paris ?

Comme l'a souligné le chef de la délégation chinoise à l'ONU, Teng Siao Ping, lors de la session extraordinaire pour un nouvel ordre économique international : il y a aujourd'hui trois mondes. Le premier monde c'est celui des superpuissances les Etats-Unis et l'URSS qui s'entendent et surtout fondamentalement qui rivalisent pour l'hégémonie mondiale, pour dominer non seulement les pays en voie de développement mais aussi les pays capitalistes avancés. Face à leurs manigances permanentes, à leur pillage économique, à leurs tentatives de contrôle, à leur espionnage, à leurs menées subversives, les pays du Tiers-Monde constituent la force principale dans la lutte contre les deux supergrands. Les pays du second monde, les pays de l'Europe de l'Ouest et le Japon occupent une position intermédiaire : la question centrale à l'heure actuelle est de savoir si ces pays vont se ranger aux côtés du Tiers-Monde contre les superpuissances ou bien sombrer dans le camp des plus grands ennemis des peuples. La récente session extraordinaire de l'ONU a montré justement que les pays du second monde ont été obligés d'établir des relations sur un pied d'égalité avec les pays du Tiers-Monde pour s'opposer aux deux superpuissances. C'est là un événement d'une portée considérable. Et c'est dans ce contexte qu'il faut examiner la rencontre entre Giscard d'Estaing et le shah d'Iran.

L'Iran est un pays qui occupe une position clé au Moyen-Orient : pays

riverain du golfe persique où se trouvent les principales réserves mondiales de pétrole il a été à maintes reprises occupé par des puissances impérialistes. Aujourd'hui encore il est l'objet de la rivalité acharnée des deux superpuissances qui luttent pour le contrôle des sources d'énergie. Dans ces conditions et alors que le golfe Persique est transformé en véritable poudrière par la lutte des deux supergrands, l'Iran a développé une politique d'indépendance, la plus récente manifestation étant le relèvement du prix du pétrole, qui constitue un facteur de paix dans la région et aussi dans le monde.

Car imaginons un peu cette région livrée au contrôle de l'une ou l'autre superpuissance qui y dicterait sa loi ; que deviendrait alors la lutte des pays capitalistes européens et japonais pour leur indépendance, eux qui dépendent de façon vitale du pétrole du Moyen-Orient. On verrait rapidement les bourgeoisies monopolistes basculer aux côtés de l'une ou l'autre superpuissance ajoutant par là même au fardeau des peuples européens la guerre et la domination étrangère.

Les marxistes-léninistes luttent pour la révolution prolétarienne dans un monde dont l'essence est la rivalité de deux superpuissances pour l'hégémonie. Aussi pour le succès de la révolution il n'est au fond que deux solutions, ou bien la révolution conjure la guerre impérialiste (et tout ce qui va dans le sens de l'indépendance y contribue) ou la guerre amènera la révolution. Mais les marxistes-léninistes s'ils savent que la guerre impérialiste est inévitable, soit qu'elle éclate entre les supergrands, soit que les peuples se soulèvent dans la révolution, travaillent à conjurer la guerre.

Dans cette situation générale le caractère dominant de la rencontre entre Giscard et le shah d'Iran est positive. Cela ne veut nullement dire que nous approuvons les méthodes de gouvernement du monarque iranien, ni bien entendu celle du gouvernement de Giscard d'Estaing, mais ceux qui s'emparent de ces réalités pour faire passer leur ligne révisionniste ne sont pas les meilleurs amis du peuple iranien, ni du peuple français, l'avenir le montrera.

Nous ne doutons pas que cette analyse justifie une profonde réflexion de nos camarades et lecteurs, mais le fait que les dirigeants révisionnistes aient pris la tête des manifestations de « protestation » doit être un élément déterminant de leur réflexion.

I.J.

**Les militants
de la Gauche Révolutionnaire
rallient l'Humanité Rouge**

(voir pages 4 et 5)

Dans ce numéro : réponses à quelques remarques du journal
" Prolétaire - Ligne Rouge "

Savoir distinguer "amis" et ennemis

La lettre que nous publions dans cette page émane d'un lecteur d'H.R. qui milite dans un groupe se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, mais restant en désaccord avec notre ligne.

Cette lettre est critique « dans un esprit constructif » et suggère que s'engagent des discussions « de groupe à groupe ».

La démarche de ce camarade est positive, fondée sur l'idéologie prolétarienne et mérite que nous lui répondions dans le même esprit, avec la même loyauté. Même s'il reste hors de nos intentions d'ouvrir dans nos colonnes une « Tribune de discussion » dont nous récusons le principe ultra-démocratique.

Voyons donc d'abord la question des « organisations suscitées par l'ennemi ». Elle mérite en effet davantage d'explications que nous ne lui en avons accordées dans l'éditorial en cause. En témoigne la réaction de notre lecteur « ainsi que de plusieurs autres camarades ».

Y a-t-il des infiltrations policières de l'Etat ou du parti révisionniste, ou d'autres organisations hostiles dans les rangs des marxistes-léninistes ?

Ce n'est pas douteux, la police existe, comme existe un appareil vertical clandestin au sein du P.C.F., chargé du « renseignement » et de différentes activités provocatrices au sein des autres formations politiques. Ces organismes ne sont pas inactifs. Leurs méthodes sont diverses. Elles ne visent pas qu'à fournir des informations à l'ennemi, mais aussi à infléchir la ligne dans un sens déterminé, ou à provoquer des fractions en vue d'organiser des scissions, ou encore à préparer des putschs permettant d'arracher la direction aux représentants de la ligne prolétarienne.

Ce qui ne signifie nullement que tout militant se laissant aller à ces derniers défauts néfastes est automatiquement un « flic ». Nous allons y revenir.

Le nommé Lanzada, avant de diriger le kommando armé révisionniste qui attaqua le congrès de Pruyricard, appartenait pendant plus d'une année au cercle M.L. de Marseille. Son insistance forcée à faire adopter une position favorable à la candidature de de Gaulle à la présidence de la République en 1965, ses propositions provocatrices comme celle consistant à vouloir « protéger » un camarade responsable en l'accompagnant constamment avec en poche un revolver de calibre 11,48, et bien d'autres faits permirent de le démasquer. C'était un « flic » révisionniste.

A la même époque, un curieux militant issu du P.C.F. et connu sous le pseudonyme de Perrier fut également identifié comme « indic » du pouvoir. Sans formation politique sérieuse, cet homme fut confondu à l'occasion de mensonges et, finalement, découvert en train d'écouter clandestinement les interventions des délégués à une conférence nationale. C'était un « flic » du pouvoir.

Le nommé Claude Beaulieu, qui a disparu depuis 1968, dirigeait le « C.M.L.F. » avec l'actif soutien du provocateur belge Grippa. La ligne qu'il défendait visait à favoriser le discrédit parmi les travailleurs. Il se démasqua quand, seul, il appela à voter de Gaulle afin de permettre aux dirigeants révisionnistes de titrer le lendemain dans « l'Humanité » que « les "pro-chinois" étaient des agents du pouvoir ». C'était un « agent » révisionniste.

Quelle est la signification générale de tels faits, parmi tant d'autres ?

Depuis qu'elle a commencé, la lutte de classes acharnée entre prolétaires et bourgeois a été caractérisée par de tels agissements policiers. Faut-il rappeler ce qu'en dit Lénine à propos du provocateur Malinovski dans « La maladie infantile du communisme : le gauchisme » (voir page 33 - Editions en langues étrangères - Pékin, 1966) ?

Il faut aussi savoir que la bourgeoisie pratique, depuis la seconde guerre mondiale, la constitution de « contre-maquis », de « groupes de contre-guérillas » et aussi de « groupes de diversion ». Il y a eu des « contre-maquis » formés de miliciens et autres agents de la Gestapo en France, pendant l'occupation nazie. Il y a eu des « groupes de contre-guérilla » utilisés en Asie par les Américains, notamment aux îles Philippines. On pourrait citer encore d'autres exemples, dont le moindre ne serait pas celui du M.N.A. (Mouvement Nationaliste Algérien), entièrement contrôlé par la police française, qui visait à empêcher la fusion révolutionnaire du F.L.N. (Front de Libération Nationale) avec la masse du peuple algérien.

Certes, c'est le déroulement de l'histoire qui, seul, permet de révéler, le plus souvent a posteriori et, à ce moment-là seulement, avec des preuves concrètes, la nature policière et provocatrice de tels grou-

pes, effectivement « suscités par l'ennemi ».

Mais revenons à nos moutons... (c'est le cas de le dire !). Notre éditorial était insuffisant sous deux aspects :

1° Il ne soulignait pas que l'immense majorité des militants des groupes en cause sont trompés et de totale bonne foi. Ces camarades ne doivent pas être identifiés avec la poignée d'agents dont la mission consiste à les manipuler (avec des résultats souvent inégaux).

2° Ces groupes ne sont pas forcément « suscités » par l'ennemi, c'est-à-dire que ce dernier n'en a pas forcément l'initiative. Mais ils peuvent être et sont souvent accaparés après leur naissance, et manipulés plus ou moins efficacement par l'ennemi. Pour cela il suffit d'un ou de quelques agents habiles (et toujours bien conseillés) parvenus à des fonctions dirigeantes, ce qui est relativement facile dans une formation de contenu social petit-bourgeois encline au libéralisme et peu avertie de ces formes de lutte.

Ceci dit, peut-on apporter de suite « des preuves » ? Non, naturellement.

Mais il importe d'analyser l'idéologie et la politique d'un groupe, d'étudier ses prises de position, son activité concrète, son « jusqu'au boutisme » dans la division, sa bonne ou sa mauvaise foi.

Ceux qui nous critiquent mais sont conscients de la nécessité d'édifier un « Parti marxiste-léniniste » en pratiquant la méthode de Mao Tsé-toung « Unité - critique - unité » sont-ils des « ennemis » ? Nous ne le pensons pas.

Le riche exemple de la « Gauche révolutionnaire », après celui du « Travailleur », apporte à son tour aujourd'hui l'éclatante preuve que des militants pratiquant la division par simple idéologie petite-bourgeoise sont néanmoins capables de déceler leurs propres défauts et de les corriger ensuite, sur la base de leur pratique et de leur autocritique. Mais les dirigeants qui s'empressent de créer ce qu'ils croient plus décisif pour perpétuer la division, un nouveau parti légal se réclamant du marxisme-léninisme, sont-ils des « amis » ? Nous ne le pensons pas. Mais nous n'identifions pas leurs militants de base et cadres intermédiaires avec la poignée d'ennemis qu'ils constituent.

Le dirigeant qui pousse à la division par tous les moyens, comme par exemple le premier responsable de la scission du « Travailleur » en 1970, usant des plus basses calomnies, favorise activement l'ennemi. Même s'il n'est pas un « flic » révisionniste ou du pouvoir, ses agissements aboutissent au même résultat. Dès lors, la question de savoir s'il est effectivement ou non un « flic » devient secondaire.

Il est pour le moins un escroc politique, encore plus dangereux, certes, qu'un simple « flic ».

Lin Piao n'était-il pas infiniment plus dangereux qu'un policier ?

Nous ne devons pas porter sur ces gens un jugement « moral », c'est-à-dire idéaliste, mais un jugement concret, c'est-à-dire matérialiste.

Une dernière précision enfin sur cette question. L'action des provocateurs, flics, diviseurs et autres est une cause « externe » des difficultés d'un parti ou d'un mouvement marxiste-léniniste. Si l'idéologie des militants est solide et authentiquement prolétarienne, les provocations échouent, les flics n'ont que peu d'efficacité. Si l'idéologie est dominée par la petite bourgeoisie, la cause externe agit efficacement par les causes « internes », la provocation réussit, le flic atteint son but : les scissions, les putschs, la division qui débouche finalement sur la destruction de l'organisation, ou sur sa prise en main complète par l'ennemi et la manipulation qui s'en suit. Juger correctement la ligne idéologique et politique d'un groupe revêt donc une importance particulière, sinon absolument suffisante.

Finalement, tout en acceptant la critique de notre lecteur sur la formule figurant dans l'éditorial du n° 233, parce qu'elle était insuffisamment expliquée et pouvait donc créer une certaine confusion, attirons l'attention de ce militant et celles de tous les camarades désireux d'appliquer le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung sur la nécessité d'une haute vigilance révolutionnaire.

Il faut étudier très profondément cet enseignement du président Mao rappelé par le camarade Chou En-lai devant le X^e Congrès du Parti communiste chinois :

« Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues. »

Passons à la deuxième question soulevée par notre lecteur, relative à des entretiens « de groupe à

Lettre d'un militant se réclamant du M.-L. mais non affilié à H. R. (extraits)

« Camarades de l'H.R.,

« A la lecture de l'article en première page de votre numéro 233, j'ai été choqué, ainsi que plusieurs autres camarades, de nous voir affirmer qu'un certain nombre d'organisations avaient été « suscitées par l'ennemi ». Voici ce que nous en pensons : pour le C.M.L.F., c'est possible ; pour le Travailleur, c'est extrêmement douteux ; pour l'U.J.C.M.L., c'est faux. En ce qui me concerne, je fais cette critique dans un esprit constructif. Je considère qu'en glissant de telles affirmations dans un éditorial par ailleurs intéressant, vous faites du tort au P.C.M.L.F., à l'H.R. et au débat en cours dans le mouvement marxiste-léniniste.

Lorsque vous affirmez que telle ou telle organisation a été « suscitée ou est dirigée par des flics ou des révisionnistes infiltrés, il faut absolument le démontrer et en apporter des preuves solides. Ou alors, si vous affirmez cela en pensant que ces organisations ont fait le jeu du révisionnisme, ou même que sur le plan idéologique elles ont leur source dans le révisionnisme, vous commettez une erreur assez grave, car les gens qui vous lisent (qui ne sont pas tous « pro-H.R. ») ne le comprennent pas comme cela, et en concluent que faute d'arguments politiques solides, vous avez recouru à la diffamation pure et simple, aux calomnies. Encore une fois, ça va directement à l'encontre de la ligne de lutte idéologique fraternelle que vous développez actuellement et qui est très positive.

Autre chose : J. Jurquet, lors du récent meeting central de l'H.R., a proposé aux « camarades » marxistes-léninistes de prendre contact avec H.R., pour discuter, pour se délimiter, etc. Il serait bon que vous précisiez publiquement si cette proposition s'adresse aussi aux groupes et organisations marxistes-léninistes. Quelles que soient vos réticences à ce sujet, je pense que ce serait positif, ne serait-ce que pour clarifier et délimiter les divergences « de groupe à groupe ». Ça éclairerait et ferait progresser le débat sur H.R. et sur le Parti au sein des autres groupes. Je ne pense pas que ça implique de concession opportuniste de votre part.

Salutations communistes. »

Un militant d'une organisation marxiste-léniniste
(à titre personnel).

groupe ». Est-ce qu'« Un plus un fait un » ? Non. Nous n'envisageons donc pas de « fusionner » avec quelque groupe que ce soit en tant que « groupe ». Les camarades du « Travailleur », les camarades de la « Gauche révolutionnaire » ont très vite compris et admis cette ligne de principe.

Est-ce à dire que nous n'avons pas discuté avec les dirigeants du « Travailleur » ou de la « Gauche révolutionnaire » ? Nullement. Nous avons discuté aux sommets avec ces camarades, comme à tous les niveaux, bases et intermédiaires, et cela simultanément. Sans nous ingérer dans leurs affaires, sans agir avec autoritarisme, mais simplement pour leur fournir les éléments concrets qu'ils souhaitaient recevoir. La fusion, l'intégration d'un groupe ne pourrait que favoriser la naissance d'une fraction ; or, nous ne sommes pas une formation sociale-démocrate mais une organisation léniniste.

Le camarade Jurquet a lancé un juste appel à la discussion en direction des militants qui se réclament du marxisme-léninisme appartenant à tous les groupes existants, il n'a exclu personne de ce processus, revoyez son discours actuellement publié et brochure, c'est un appel à se délimiter d'abord politiquement, pour favoriser ensuite une critique constructive réciproque. En ce sens il a proposé publiquement à chaque camarade et à chaque groupe de camarades d'engager avec nous le processus conseillé par Mao Tsé-toung : « Unité - critique - unité » qui implique de partir du « désir d'unité ». Quel est l'authenticité marxiste-léniniste qui mépriseraient les nécessaires efforts à soutenir pour parvenir à l'unité ? A cet égard, nous suggérons à notre lecteur et à tout camarade ou groupe de camarades intéressé de se reporter aussi à l'intéressant « rapport de la direction nationale au II^e Congrès de la gauche révolutionnaire ». Il constitue un exemple historique remarquable d'une juste application de la méthode de Mao Tsé-toung pour résoudre les contradictions « au sein du peuple », en l'occurrence entre un groupe se réclamant du marxisme-léninisme et nous-mêmes. Tous les marxistes-léninistes sincères font partie du « peuple » (au sens de Mao). Les dirigeants révisionnistes sont en dehors de ce peuple et nous avons avec eux des contradictions antagoniques.

A « l'esprit de groupe », au « patriotisme de groupe » il est urgent de substituer « l'esprit de parti », c'est-à-dire l'idéologie prolétarienne. Cela ne peut se réaliser que dans le respect absolu des enseignements du président Mao. Remarquons aussi que dans la période actuelle, la question de l'unification des forces marxistes-léninistes a pris un essor irrésistible. Sa juste solution est en effet des plus urgentes pour mieux nous opposer, tous ensemble, aux entreprises de plus en plus cyniques et agressives des deux supergrands dans le monde et plus particulièrement du social-impérialisme soviétique en Europe et de ses serviteurs en France, les dirigeants révisionnistes modernes du faux Parti communiste français.

Les travailleurs de Gestelec en grève avec occupation des locaux



Gestelec est une entreprise à façon de type familial et féodal qui traite de l'informatique pour de grosses entreprises (banques, assurances, laboratoires, etc.).

Il y a 180 personnes réparties en deux antennes, 20 boulevard Saint-Denis et 167 rue Montmartre.

Les salaires, par exemple : 4,50 F de l'heure à l'embauche pour une perforatrice ; pour un même travail, 6,50 F et 9,50 F de l'heure.

Les conditions de travail : locaux exigus et insalubres, peintures sans âge,

pas de cantine, installation électrique dangereuse, une affiche à l'entrée : « port du casque obligatoire » ; les horaires il n'y en a pas un mais 167, le plus bas est 45 heures hebdomadaires, mais la moyenne est de 60 à 80 heures avec des pointes de 106 heures par semaine (pas de samedi, ni dimanche, ni jour de fête, ni jour ni nuit!).

Le 29 mai, les dix-sept opérateurs établissent une base de revendications, rejets par les perforatrices.

— Pas de salaires inférieurs à 1 500 F ;

— Grille de salaires ;
— Sécurité de l'emploi ;
— Amélioration des conditions de travail.

Les employés créent le jour même une section C.F.D.T. : 60 adhésions, et d'autres les jours suivants.

Le soir, après cinq heures de grève et de négociations, le patron accepte, mais le lendemain il ne confirme pas pour la sécurité de l'emploi des dix-sept opérateurs et de 40 % des perforatrices. La grève reprend avec 100 % du personnel mais les pressions individuelles font que certains reprennent le travail rue Montmartre.

Au fur et à mesure, les grévistes s'organisent en équipes de jour et de nuit, en commissions.

Une entreprise de déménagement est appelée pour déménager les machines du deuxième étage rue Saint-Denis, les déménageurs refusent.

Une autre entreprise est appelée le mercredi 5 avec l'appui de trois cars de police.

Le lundi 17 juin, face au refus de négocier sérieusement, les travailleurs de Gestelec occupent le local rue Montmartre. Le soir, le patron, des hommes de main et les jaunes enfoncent la porte à la hache et expulsent les grévistes brutalement en les poussant dans les escaliers. Il y eut cinq blessés parmi les grévistes. Après la violence fasciste, une travailleuse blessée gifla le patron, les passants en colère éjectent le patron.

Le patron se voulait paternaliste, les grévistes savent maintenant à quoi s'en tenir.

Ils continuent la grève avec occupation, plus résolus que jamais !

Sur leur initiative s'est créé un comité de soutien ouvert à tous, sous leur contrôle et régi par une charte.

Permanence : 35 rue d'Alsace
Local C.F.D.T.

Tous les jours de 18 h 30 à 20 h.
Soutenons leurs justes revendications !
Amélioration des conditions de travail !
Augmentation des salaires !
Pas de licenciement !
A bas la répression patronale !

Correspondant H.R.
Samedi 22 juin.

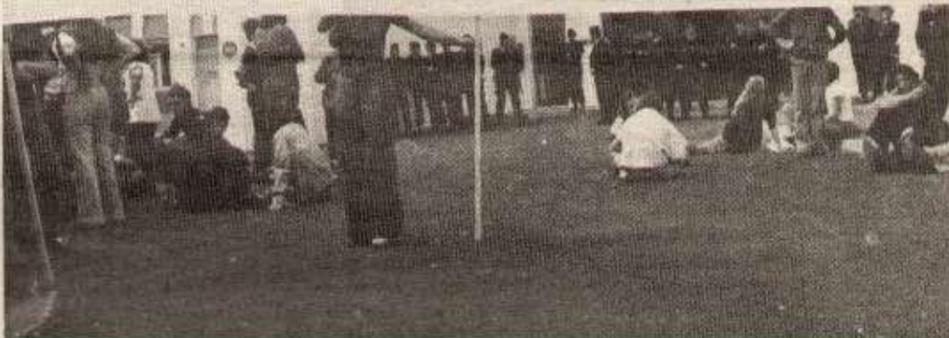
Usinor-Dunkerque LE CAPITAL ASSASSINE...

Encore une fois les vampires capitalistes sacrifient la santé et la vie des travailleurs pour maintenir et augmenter leurs profits. Encore une fois, les criminels capitalistes pour se disculper parlent de fatalité.

Les ouvriers, eux, ne l'entendent pas de cette oreille et sont en grève, refusant de retourner dans le « trou de la mort ». Mais ce ne sont pas les apitoiements humanistes qui régleront la question, ni les réformettes dans le cadre capitaliste, pour qu'il y ait « moins de morts ». Mais seulement quand les ouvriers eux-mêmes auront en main le pouvoir d'Etat, et non le seul Comité d'Hygiène et de Sécurité dont le rôle est très limité car le patronat le maintient dans le cadre de la légalité bourgeoise, c'est-à-dire celle de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la recherche du profit maximum, quelles qu'en soient les conséquences pour les prolétaires.

Les enseignants mayennais en lutte contre l'auxiliarat

HALTE à LA RÉPRESSION



Le 28 mai, à l'appel du syndicat national des instituteurs (F.E.N.) et du syndicat général de l'Education nationale (C.F.D.T.), les instituteurs mayennais étaient en grève pour : exiger l'inscription des suppléants éventuels sur la liste des instituteurs remplaçants.

Les suppléants éventuels sont des journaliers à la disposition de l'inspecteur d'académie.

En Mayenne, ils sont 24. L'inspecteur d'académie veut les mettre à la porte à la fin de l'année scolaire.

Le 5 juin, à partir de 8 heures, une centaine d'instituteurs occupaient les services de l'I.A. (à la cité administrative) en paralysant le fonctionnement. A 13 h 30 les flics casqués dégagèrent les lieux à coups de matraques, envoyant un instituteur à l'hôpital. Le personnel de la cité débraya, refusant de travailler sous la « protection » des flics. Vers 17 h 15 les manifestants s'en allèrent.

Le 7 juin, une manifestation de protestation de 2 000 personnes (enseignants et autres travailleurs) partit du centre de la ville vers la cité administrative. Là, un vote sur l'occupation de l'inspection d'académie fut demandé. Le secrétaire du S.N.I. s'y opposa. La base n'avait-elle pas le droit d'exprimer un avis, de voter ? Divers orateurs intervinrent. Révisionnistes et réformistes étaient en mauvaise posture quand les trotskistes du Front Unique Ouvrier et les anarcho-syndicalistes, gauchistes divers de l'Ecole Emancipée volèrent au secours du secrétaire du S.N.I. Un vote eut lieu, en faveur de l'occupation mais il ne restait environ que 500 personnes. Beaucoup, épuisées, fatiguées étaient parties. Il n'y eut alors pas occupation.

Le 12, 400 enseignants se regroupèrent à 8 heures devant l'inspection académique. Surprise (!) des pontes syndicaux : les C.R.S. barrent l'entrée. Pouvait-on imaginer une autre réponse de l'administration ? Les manifestants s'installèrent face aux C.R.S. A 18 heures, les enseignants et d'autres travailleurs partaient, en manifestation, de la cité vers le centre ville. A 18 h 30 : assemblée générale du S.N.I. Des syndiqués du S.G.E.N., du S.N.E.S., des non syndiqués y assistaient. Il s'agissait d'établir les modalités de la journée de grève le jour du B.E.P.C. Mais réformistes et révisionnistes, poursuivant leur trahison, ne voulaient plus de cette grève. Dans une atmosphère tendue, la grève est votée. Déjà des révisionnistes dirent qu'ils refusaient la décision de la base (taxée d'irresponsabilité). Le S.N.E.S. et le S.G.E.N., à la tribune, apportèrent leur soutien. Un instituteur de la C.F.D.T./Enseignant Privé assura que des enseignants privés étaient solidaires de la lutte du secteur public et refuseraient d'être des briseurs de grève. Cette intervention permit aux dirigeants révisionnistes de montrer ce qu'ils sont vraiment : des fascistes. Ils voulurent d'abord empêcher l'enseignant privé de s'exprimer. La salle leur imposa le silence. Ils quittèrent alors la salle, murmurant : « C'est un scandale. Un curé (?) dans une réunion d'enseignants laïques (!)... » Les instituteurs qui ont eu cette attitude ignoble sont membres ou sympathisants du P.«C.»F.

Finalement le 14, la grève fut un échec car malgré près de 50 % de grévistes, le B.E.P.C. se déroula normalement.

Correspondant H.R. Laval.

BLINDEX (Marseille) : NON AUX LICENCIEMENTS !

Après une lutte d'un mois, les ouvriers ayant obtenu satisfaction sur la majeure partie de leurs revendications, et ayant signé un protocole d'accord avec le patronat, ont repris le travail, tous les ouvriers étant réintégrés.

LA REPRESSION

Elle s'abat d'abord sur les travailleurs immigrés dont le contrat arrive à expiration.

— Deux travailleurs se voient ainsi refuser le renouvellement de leur contrat et sont contraints de chercher un autre emploi pour obtenir un contrat de trois ans, ainsi que leur carte de séjour.

Devant l'intervention de l'inspecteur du travail, le patron dit qu'il agira ainsi au fur et à mesure que les contrats arriveront à expiration et laisse entendre qu'il ne reprendra plus de personnel étranger. Les travailleurs débrayèrent en signe de protestation toute la matinée.

Les avertissements par lettres recommandées pleuvent. Pour le patron, aller pisser devient un abandon de poste, donc avertissement (au bout de trois le « fautif » est licencié sans préavis et sans indemnité).

Le débrayage devient une faute grave et sept travailleurs sont vidés.

L'inspecteur du travail n'a aucun pouvoir, face à la loi bourgeoise il n'y a pas de licenciements abusifs, si ce n'est dresser des P.V. pour modification des horaires !

Quelques travailleurs écœurés face aux brimades et aux provocations quittent l'usine, ainsi que d'autres, effrayés par les risques encourus par le travail du plomb (trois travailleurs depuis la reprise sont déjà en maladie, présentant des atteintes de saturnisme, urée élevée, baisse de globules rouges, etc.).

Deux de ces trois travailleurs reçoivent des lettres de licenciement.

Face à cette « purge », la section syndicale Blindex, épaulée par l'U.D., l'U.L. Nord, l'U.L. métallurgie, appelle à une

conférence de presse publique aux portes des usines, à 6 heures, heure de sortie des ouvriers.

Le patron sera généreux et paiera une heure à ses employés ce jour-là ; il fermera l'usine à 5 heures !

Lors de cette conférence, plusieurs personnes prendront la parole.

— Des ouvriers expliquant leur lutte ;
— Un militant C.F.D.T. rappelant l'odieuse agression dont ont été victimes des ouvriers du piquet de grève, ainsi qu'une jeune syndicaliste dont la santé reste à l'heure actuelle altérée ;

— Et un médecin, traitant plusieurs ouvriers de l'usine, abordant les problèmes de santé.

Quelques jours après la reprise du travail, des ouvriers sont convoqués à la visite médicale (certains passant leur visite d'embauche deux mois après leur entrée dans l'usine alors que celle-ci est obligatoire avant l'embauche à un poste exposé au plomb), poste qu'ils avaient occupé deux jours après leur entrée dans l'entreprise).

Une ouvrière s'est vue déclarée inapte avant même avoir été examinée ! Le certificat était déjà prêt, et ce n'est qu'après une longue discussion qu'elle a pu se faire admettre comme inapte temporaire, et comme elle protestait, disant avoir besoin de travailler, le médecin lui a tout bonnement conseillé de se faire entretenir par ses parents !

On nous refuse le droit de nous informer ! On nous prend pour des crétins !

Les travailleurs ne se laisseront pas faire, ils ont d'ores et déjà entamé une procédure judiciaire à l'encontre des manœuvres illégales du patron qui cherche à masquer qu'il s'agit purement et simplement d'un licenciement collectif. L'usine fermant un mois, il espère réembaucher du personnel plus « doux » à la rentrée, notamment des femmes. Mais les ouvriers ne seront pas passifs.

Classe contre classe, nous empêcherons les licenciements !

Correspondant H.R.

Ralliement enthousiaste des militants de la Gauche Révolutionnaire à l'Humanité Rouge

Le deuxième congrès de la Gauche Révolutionnaire (marxiste-léniniste) qui s'est tenu le 16 juin 1974 quelque part en France, a montré la volonté idéologique de ses délégués, de ses militants, de se placer sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne afin de poursuivre leur éducation politique et idéologique, pour combattre le révisionnisme moderne, le social-impérialisme soviétique et mener le combat pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

La tenue organisationnelle de ce deuxième congrès de la G.R. (M.-L.) a aussi montré le chemin parcouru par les militants de la Gauche Révolutionnaire (M.-L.) qui, partant du désir d'unité, ont mis en pratique le processus « Unité - critique - unité », reconnaissant leur insuffisance et élevant ainsi leur niveau politique et idéologique, comme l'ont montré les interventions des différents camarades délégués venus des quatre coins de la France.

Ce deuxième congrès de la G.R. (M.-L.) s'est ouvert par l'allocation présentée par le camarade André Druésne, ouvrier métallurgiste, faite au nom de l'Humanité Rouge. Écoulée très attentivement par les congressistes, cette allocation reçut de longs applaudissements.

Puis ce fut le rapport de la direction nationale de la G.R. (M.-L.) qui expliqua le processus de ralliement à l'Humanité Rouge pour ensuite développer l'autocritique de la Gauche Révolutionnaire (M.-L.). La reconnaissance de ses erreurs, de n'aborder que théoriquement et superficiellement le révisionnisme moderne autour d'une table, l'évitant dans la pratique, et aussi les théories fumeuses du révisionniste Terray sont mises à nues, que ce soit sur la

question du parti, où sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine, sont des aspects de la ligne petite-bourgeoise de cette période. L'opportuniste Terray oubliait tout simplement que la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne déclenchée en Chine populaire, le fut sous la direction personnelle du président Mao Tsé-toung, sous la direction du P.C.C. et que la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne s'est déroulée sous la dictature du prolétariat. Puis le rapport explique longuement les raisons fondamentales de la Gauche Révolutionnaire (M.-L.) de se dissoudre pour que ses militants rallient l'avant-garde prolétarienne marxiste-léniniste, en se plaçant sous la seule direction prolétarienne qui existe dans notre pays.

Ce rapport, acclamé à diverses reprises, fut longuement à la fin.

Puis les délégués des différentes provinces de France intervinrent à la tribune, présentant pour l'essentiel des bilans, autocritique et critique, tel ce délégué paysan qui reçut tardivement certains textes.

Le rapport mis aux voix fut approuvé par 92 % des délégués, 0 contre et 8 % s'abstinrent mais avec le désir de poursuivre la discussion politique avec les militants de l'H.R.

Enfin le président du deuxième congrès annonça la lecture d'une déclaration du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Celle-ci, attentivement écoutée, recueillie les ovations les plus chaleureuses.

Ce deuxième congrès de la G.R. (M.-L.) marque ainsi une date historique dans l'unification des marxistes-léninistes, une grande victoire des communistes marxistes-léninistes.

Allocution de André Druésne au nom de l'Humanité Rouge au II^e congrès de la G.R.

(extraits)

« Camarades,

« Aujourd'hui, le révisionnisme a pris une ampleur inégalée se développant comme une tumeur au rythme du développement parasitaire de l'impérialisme, mais sa fin est proche. Nous avons cependant le devoir de bien comprendre ses caractères nouveaux pour le combattre. Soulignant que le révisionnisme est le dernier rempart du capitalisme, Lénine a toujours préconisé de lier indissolublement la lutte contre l'opportuniste à la lutte contre le capitalisme. Cette recommandation a acquis une valeur nouvelle aujourd'hui pour trois raisons essentielles.

— La première de ces raisons tient à l'ampleur qu'ont pris les contradictions objectives dans les pays impérialistes entre une poignée de capitalistes et la masse du peuple : L'oppression et l'exploitation capitalistes asservissent une telle multitude d'hommes et de femmes dans les citadelles impérialistes elles-mêmes qu'aucun homme politique n'ose plus parler de maintenir les choses dans leur état et tout le monde parle de changement ; cette unité dans les rangs de la bourgeoisie n'existaient pas voici quelques dizaines d'années. C'est que la bourgeoisie connaît une profonde crise idéologique et elle est à la recherche de systèmes propres à assurer sa domination, propres à justifier et à camoufler son exploitation éhontée et sa nature de parasite ; dans ce domaine, elle a recours de mille et une manières à la falsification du marxisme. Ainsi, le recours à la falsification du marxisme prend une ampleur et une diversité rarement atteintes, cela va du « socialisme à la suédoise » au « socialisme à la yougoslave » et bien sûr, surtout, « le socialisme à la mode de Moscou ou de Varsovie ». En même temps, cette idéologie trouve une base sociale qui s'est élargie grâce à un pillage inégalé des peuples soumis à la domination économique de l'impérialisme, grâce à la rentrée de surprofits prodigieux dont certains sont réalisés par la déportation de travailleurs dans les métropoles.

— Le second des caractères nouveaux du révision-

nisme, c'est qu'il s'est emparé de la direction de la plupart des partis communistes des pays « avancés » dont les chefs ont été corrompus de mille manières par l'impérialisme et dont les rangs ont été gangrenés relativement massivement. L'organisation et la discipline des partis léninistes n'a rien à voir avec l'ultra-démocratie qui règne dans les rangs sociaux-démocrates, aussi lorsque la bourgeoisie parvient à prendre la direction d'un tel parti, ce parti devient-il un parti bourgeois de type fasciste, un parti qui se réclame du socialisme mais qui est fasciste, un parti social-fasciste. C'est ainsi que, à plusieurs reprises dans notre pays, les révisionnistes n'ont pas hésité à employer une violence contre-révolutionnaire à l'encontre du prolétariat révolutionnaire et que dans l'avenir ils se démasqueront encore.

— Mais sans doute, la troisième raison de l'ampleur nouvelle que doit prendre la lutte anti-révionniste réside-t-elle dans ce fait nouveau, le révisionnisme est au pouvoir dans plusieurs pays. Dans ces pays, les révisionnistes ne sont plus seulement les agents des capitalistes dans les rangs ouvriers, ils sont les capitalistes monopolistes eux-mêmes. De plus, les révisionnistes soviétiques sont à la tête d'une superpuissance impérialiste qui rivalise avec l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale et qui, ayant acquis la supériorité militaire, ne peut manquer de se lancer dans des guerres d'agression pour étendre son empire. Les révisionnistes modernes soviétiques, dans leur stratégie impérialiste, pratiquent tout comme Hitler : non seulement ils truffent le monde d'espions mais encore ils ont leur cinquième colonne, les révisionnistes des pays qu'ils convoient et qui sont chargés d'affaiblir leur proie en abusant les peuples. Ainsi en a-t-il été lors des événements du Soudan lorsque le parti révisionniste soudanais a tenté un coup d'Etat. Dans notre pays aussi, les dirigeants du parti révisionniste français non seulement sont des défenseurs acharnés du capitalisme monopoliste mais encore et surtout sont des chiens couchant de cette super-

puissance agressive qu'est aujourd'hui l'U.R.S.S. Pour ne prendre qu'un exemple, leur volonté de désarmer le peuple de notre pays correspond exactement à la ligne suivie par les pro-nazis en France à la veille de la seconde guerre mondiale : les fascistes étaient alors les plus ardents pacifistes.

Ces derniers temps, la rivalité soviéto-américaine s'est accrue et l'Europe qui est l'enjeu principal de leur lutte entend monter le cliquetis des armes derrière les prétendues « conférences de sécurité » ou « conférences de désarmement ». Nous ne rappellerons pas ici les nombreux témoignages des préparatifs de guerre de l'U.R.S.S. Les peuples de l'Europe de l'Ouest ont connu presque trente années de paix et beaucoup de gens oublient du coup que les principaux conflits du monde contemporain ont eu pour champ de bataille principal l'Europe. Mais nous, marxistes-léninistes, nous devons nous souvenir des enseignements de Lénine : « Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie », et encore : « Les guerres

impérialistes sont absolument inévitables ». Si aujourd'hui dans le monde la tendance est à la révolution, nous ne devons pas oublier que le danger d'une guerre mondiale existe et nous devons nous y préparer d'autant plus que nous savons qu'en cas de conflit généralisé notre pays serait autant sinon plus concerné que les autres pays de l'Europe de l'Ouest. C'est pourquoi notre tâche principale est de lutter contre l'idéologie révisionniste non seulement parce qu'elle constitue l'obstacle à la révolution prolétarienne dans notre pays mais aussi parce qu'elle constitue actuellement le fer de lance des visées agressives de cette superpuissance hitlérienne qu'est devenue l'U.R.S.S., parce qu'elle favorise la rivalité soviéto-américaine, cause permanente de guerre.

Aujourd'hui, combattre le révisionnisme ce n'est pas simplement combattre l'opportuniste dans les rangs ouvriers, c'est combattre directement l'impérialisme, c'est combattre directement le fascisme camouflé en « socialisme ». Sans une telle lutte la révolution prolétarienne ne peut triompher dans notre pays... »

PROCESSUS de RALLIEMENT

(extrait du rapport de la direction nationale de la G.R.)

C'est à travers de nombreuses luttes de lignes qui ont secoué notre organisation qu'un grand nombre de militants ont compris que notre adhésion au courant gauchiste, que notre refus, sous divers prétextes d'adopter une juste position à l'égard du Parti, à l'égard du révisionnisme, que notre reniement des principes marxistes-léninistes représentait la volonté de la petite bourgeoisie intellectuelle révolutionnariste de se substituer au prolétariat dans la direction de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie monopoliste. C'est à travers de nombreuses luttes de lignes, que les militants ont compris que les groupes appartenant au courant du gauchisme moderne, comme la GR, nés à partir de 1968, ont tous été créés soit sur la base d'une négociation de l'existence, ou de la légitimité du Parti communiste marxiste-léniniste de France, soit sur la base de scission déclenchées dans le but de détruire le jeune Parti révolutionnaire prolétarien.

Les militants qui désirent sincèrement se mettre sous la direction du prolétariat et de son avant-garde se sont alors tournés vers ceux qui, depuis 1963, à travers une lutte acharnée, ont entrepris d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne, vers ceux qui défendent et appliquent de façon créatrice les principes de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung à la réalité de la lutte de classe dans notre pays, à savoir nos camarades de l'Humanité Rouge.

Pour remplir leur tâche historique, les communistes ont un impératif : s'unir. La classe ouvrière et les masses populaires ont des intérêts uniques : balayer le capitalisme et le révisionnisme, instaurer le socialisme garanti par la dictature du prolétariat. Pour les y conduire, il faut un état-major unique, une avant-garde solide comme le roc. Ce qui implique pour tous les communistes sincères d'avoir la volonté de l'unité et d'y œuvrer concrètement sur la base des principes intangibles du Mouvement communiste international. C'est dans la lutte contre les tentatives ouvertes ou camouflées, de rependre en rouge notre organisation pour la faire se survivre à elle-même, à côté, et par conséquent contre l'avant-garde marxiste-léniniste que nous avons compris qu'il n'y a pas d'unification possible, entre l'avant-garde et ses négateurs, que la seule rectification conséquente consistait à se placer sous la direction politique, idéologique et organisationnelle de l'Humanité Rouge.

Au cours de cette lutte nous avons acquis la certitude que l'unité des marxistes-léninistes ne naîtra pas d'un mélange de tous les groupes se réclamant du marxisme, du léninisme et de la pensée-maoïsté-toung. Ce n'est pas dans les bavardages au sein d'un Collectif soi-disant « marxiste-léniniste », véritable cartel d'organisations sans cohésion, en mettant les principes sous le boisseau, en étouffant les désaccords dans l'action, que naîtra l'unité des marxistes-léninistes. La véritable unification des marxistes-léninistes ne peut se forger que par la lutte contre les conceptions erronées et se réaliser qu'au sein du Parti d'avant-garde. C'est ce principe que nous avons appliqué.

Depuis qu'en France en 1963, des communistes se

sont levés pour défendre le marxisme-léninisme contre le révisionnisme moderne qui s'était emparé de la direction du P.C.F. et l'avait grangrené, la question centrale a été celle de la création et de l'édification du Parti léniniste, indispensable au prolétariat pour mener à bien sa révolution. C'est sur ce point fondamental que se sont affrontés bourgeoisie et prolétariat : la reconstitution d'un état-major révolutionnaire du prolétariat a été combattue pied à pied par la bourgeoisie. Ainsi, en posant la question du Parti, nous n'avons pas posé une question secondaire mais bien cette question fondamentale : travailler à l'unité ou à la division ? Servir le prolétariat ou servir la bourgeoisie ?

C'est sur cette base que la lutte de classe a pris de nouvelles dimensions dans notre organisation : se posant des questions à partir de leur pratique, de l'histoire du mouvement communiste en France et dans le monde, s'appuyant sur ce juste enseignement de Lénine, à savoir que « la division en classe est, naturellement, la base la plus profonde du groupement politique. En dernière analyse, elle décide toujours et naturellement du groupement politique », les militants honnêtes et sincères de la Gauche Révolutionnaire ont voulu savoir quelle classe ils ont objectivement servie en étant à la Gauche Révolutionnaire et alors ils ont remis en cause l'esprit de secte petit-bourgeois. Ce processus n'était pas seulement le fait de quelques camarades « ayant une idée derrière la tête », mais bien une lutte de classe, opposant l'esprit de secte petit-bourgeois à l'esprit de parti prolétarien, c'est-à-dire opposant les intérêts de la bourgeoisie à ceux du prolétariat car dans le monde il n'existe pas d'esprit de parti ni d'esprit de fraction qui soient au-dessus des classes ; ce processus a été celui d'un choix de classe pour des militants issus pour la plupart des couches petites-bourgeoises, celui de vouloir se mettre sous la direction du prolétariat et de son Parti.

Pendant toute la première période, allant de l'été 1973 jusqu'au premier congrès de la Gauche Révolutionnaire, en février 1974, l'esprit de fraction a été principalement représenté dans la Gauche Révolutionnaire par le groupe spontanéiste antiparti, coalition hétéroclite rassemblée autour d'une seule idée : refusant, a priori, de reconnaître le Parti d'avant-garde, il fallait empêcher que la question du Parti soit posée dans la Gauche Révolutionnaire. Le but de ces camarades était de s'opposer par tous les moyens au renforcement de l'avant-garde prolétarienne, tout en mettant en avant un attachement formel au marxisme-léninisme pour mieux le trahir dans les faits.

Ce groupe spontanéiste antiparti a tenté, en vain, de rejeter le processus engagé, depuis l'été 1973, en vue d'éviter l'affrontement de classes décisif au sein de la Gauche Révolutionnaire sur la question du Parti. Sans reprendre ici dans leur totalité les justes critiques des camarades qui ont, en leur temps, caractérisé la ligne du groupe spontanéiste antiparti (Cf. *Gauche Révolutionnaire* n° 22), nous allons rappeler les principaux arguments de ce groupe pour bien montrer comment il représentait ouverte-

ment la volonté de la petite bourgeoisie de s'ériger en avant-garde contre le prolétariat et son parti. Comment il refusait de considérer la lutte de classes à l'intérieur de la Gauche Révolutionnaire, comment il refusait dans les faits le Parti d'avant-garde pour mener le peuple à la victoire.

Le groupe spontanéiste antiparti mettait en avant l'analyse de classe pour nier, au nom du spécifisme, l'existence même des principes fondamentaux du Mouvement communiste international dont le Parti est le garant.

Pour ce groupe tout est à redéfinir constamment, on ne connaît même pas la contradiction principale en France, on nie le concept du capitalisme monopoliste d'Etat car il a été défini par Lénine en d'autres circonstances. En niant ainsi l'existence de principes universels, ce groupe niait l'existence du Mouvement communiste international, niait l'existence en France d'une avant-garde prolétarienne dépositaire de ces principes, niait au fond la nécessité du Parti.

Ce que le groupe spontanéiste antiparti mettait ainsi en avant, c'était bien l'esprit de secte : faire de tout point de divergence, si minime soit-il, une cause de scission, une raison pour créer une secte autonome qui osera prétendre, à son tour, diriger le prolétariat.

Tout au contraire, avoir l'esprit de parti c'est comprendre que les intérêts de la classe ouvrière sont uniques, que son avant-garde est unique et que toute division de cette avant-garde ne peut que servir la bourgeoisie.

Le groupe spontanéiste antiparti, en avançant que « les masses dirigent consciemment le cours de l'histoire » se donnait pour tâche de nier le rôle dirigeant du Parti. Parlant, tout au plus, du rôle d'éducateur du Parti, jamais ils ne mettaient en avant son rôle dirigeant, refusant par là même l'hégémonie de la classe ouvrière, refusant son unité d'intérêt et refusant par là même l'hégémonie de la classe ouvrière, refusant son unité d'intérêt et refusant une avant-garde et une direction unique pour le prolétariat.

Refusant le parti en tant qu'avant-garde unique du prolétariat, le groupe spontanéiste antiparti se donnait pour tâche de mettre en avant la division. Ainsi, pour eux, le mot d'ordre « oser aller à contre-courant », mise en avant au X^e congrès du P.C.C. n'avait pour but que de se réserver un libre arbitre petit-bourgeois et non de renforcer la cohésion de l'organisation.

Isolant volontairement dans leur contexte les déclarations des camarades chinois et albanais, falsifiant grossièrement toute l'histoire des partis communistes, ces camarades ont tenté de se servir honteusement de l'histoire du Mouvement communiste international pour prouver, contre toute vérité, qu'il faut une analyse de classe juste pour créer le parti, qu'il faut des noyaux ouvriers communistes pour faire l'analyse de classe juste de créer le Parti, ne ressortant là qu'une resucée de vieilles thèses de l'U.J.C. (m.l.) et des G.R. n° 17 et 18-19, thèses impitoyablement balayées par l'expérience du mouvement ouvrier et notamment lors du mouvement révolutionnaire de mai 1968 au cours duquel l'U.J.C. a volé en éclats.

C'est clair : toute cette ligne mise en avant par le groupe spontanéiste antiparti, sa volonté de tout recommencer, sa volonté d'éparpiller les forces marxistes-léninistes, de les diviser, n'avait pour but que de repousser aux calendes grecques la création du Parti. C'est une conception qui marche à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière, qui montre la peur du Parti prolétarien et de sa discipline, qui met en évidence la volonté de la petite bourgeoisie de s'ériger en avant-garde contre le prolétariat et son parti. Toute cette ligne montrait la volonté de ce groupe de se prendre pour le nombril du monde, s'imaginant que l'histoire du mouvement ouvrier ne commence, avec lui, qu'en Mai 1968 !

C'est donc principalement dans le groupe spontanéiste antiparti que s'est cristallisé l'esprit de fraction petit-bourgeois, c'est donc principalement dans l'opposition entre les camarades qui acceptaient et développaient le juste processus engagé en posant la question du parti et le groupe spontanéiste antiparti que s'est manifestée la lutte de classe au sein de la Gauche Révolutionnaire jusqu'au premier congrès de février 1974, affrontement de classe décisif.

Mais il serait étonné de croire que la lutte de classe qui traversait notre organisation s'est réduite à cette opposition, que la majorité de l'organisation



« La voie de la victoire », volet du tryptique de l'artiste albanaise Lumturi Drahmi.

était imperméable aux idées petites-bourgeoises, à l'esprit de secte. Bien au contraire, la lutte de ligne se manifestait à tous les niveaux, y compris au sein de la direction, opposant de façon aiguë une ligne droitière s'exprimant par le biais de théories sur « la Gauche Révolutionnaire fait son programme », « la Gauche Révolutionnaire développe sa presse », « la Gauche Révolutionnaire discute d'égal à égal avec le Parti »... qui tendait en fait à éliminer la juste caractérisation faite de la Gauche Révolutionnaire comme une organisation petite-bourgeoise antiparti, une juste position prolétarienne développant le processus engagé. Cette ligne a triomphé pendant un certain temps, la ligne droitière revenant, au fond, sous le couvert de l'esprit de parti, à perpétuer l'esprit de secte petit-bourgeois et à maintenir la Gauche Révolutionnaire en tant qu'organisation. Ultimeusement, elle aurait pu servir de base à la constitution de fractions au sein de l'avant-garde. Objectivement cette ligne en revenait à la position réactionnaire du groupe spontanéiste antiparti et de ceux qui tentent, par tous les moyens, de s'opposer à l'édification de l'avant-garde prolétarienne de notre pays en semant la confusion parmi les militants qui se veulent sincèrement communistes.

Utilisant la méthode unité-critique-unité, les camarades se tenant sur une ferme position prolétarienne ont patiemment expliqué leurs erreurs aux camarades qui se tenaient sur la position droitière. Cette lutte a permis à l'ensemble des membres de la direction d'approfondir considérablement leur juste position telle qu'elle a été développée au premier congrès de la Gauche Révolutionnaire. Ce qui montre que la lutte entre deux lignes n'est pas chose simple, le propre de la ligne bourgeoise étant de se travestir, d'utiliser tous les artifices de « gauche » pour arriver à ses fins réactionnaires.

L'enjeu de la lutte des classes acharnée qui s'est déroulée dans la Gauche Révolutionnaire jusqu'au premier congrès était donc clair : trancher, comme l'indique le titre du *Gauche Révolutionnaire* n° 22, entre « Esprit de secte petit-bourgeois ou esprit de parti prolétarien ». Et le premier congrès de la Gauche Révolutionnaire s'est terminé par la victoire de la ligne prolétarienne sur la ligne contre-révolutionnaire anticommuniste. La cinglante défaite qui y a été infligée à l'esprit de secte a constitué indéniablement le premier pas vers la mise sous la direction du prolétariat et de son parti, des communistes sincères de la Gauche Révolutionnaire.

La suite de cet important rapport peut être lue dans la brochure :

« LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE RALLIENT L'HUMANITE ROUGE »
Prix : 3,50 F.

Réponses rapides à quelques remarques du journal "Prolétaire - Ligne rouge"

Partant en guerre contre l'Humanité Rouge, (ce n'est pas la première fois) les rédacteurs du Prolétaire Ligne Rouge critiquent dans leur dernier numéro le social-chauvinisme qu'ils sont certains de discerner dans la ligne de notre journal. Mais puisque, après tout, il s'agit peut-être quand même de camarades trompés, aveuglés par leur esprit antiparti, il n'est peut-être pas inutile de leur apporter quelques réponses rapides. Nous nous contenterons de mentionner simplement les points sur lesquels le rédacteur de l'article, qui ne signe pas, procède par mauvaise foi avec l'évident désir de faire coller la réalité à sa démonstration. Par contre nous examinerons les points qui généralement relèvent d'une incompréhension grave de la situation actuelle, tant sur le plan intérieur qu'à l'échelle mondiale.

Pour résumer l'attaque de notre « vigileur », nous dirons que le fond du problème est : faut-il ou non lutter et préparer le peuple à lutter pour l'indépendance nationale aujourd'hui en France ? En effet, dans sa démonstration, le rédacteur procède en trois temps :

1) Lorsque la bourgeoisie lutte pour l'indépendance, il est impossible de séparer cette « indépendance » de sa condition, l'oppression et la domination d'autres pays (y compris s'il le faut d'autres pays impérialistes).

2) En cas de guerre impérialiste, il n'est qu'une seule solution : la guerre civile et la guerre révolutionnaire de libération nationale n'a rien à voir avec cela.

3) L'Humanité Rouge abandonne la lutte pour la révolution prolétarienne pour la remplacer par la théorie de la révolution en deux étapes.

Et le rédacteur conclut, du haut de sa science : « Encore une fois nous demandons à l'Humanité Rouge si une guerre opposant la France à une superpuissance serait-elle une guerre inter-impérialiste ou une guerre de libération nationale ? »

Tout d'abord une remarque : le monde d'aujourd'hui est-il identique à celui que connut Lénine en 1917 ? Non ! Si nous sommes toujours à « l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne » le monde a connu cependant de profondes transformations. En particulier le vieux monde a vu son empire colonial s'écrouler tandis que l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique prenaient la relève. Si nous voulons connaître l'ennemi principal des peuples du monde, nous ne pouvons nous passer de cette analyse : comme le soulignait Lénine, on ne peut se contenter de données fragmentaires sur telle ou telle puissance impérialiste mais on doit prendre en compte « l'ensemble des DONNEES sur les fondements de la vie économique de TOUTES les puissances belligérantes et du monde entier ».

C'est après une telle étude systématique menée en particulier par les camarades chinois et albanais, que nous pouvons dire : aujourd'hui, les plus grands ennemis à abattre, la cible principale des peuples du monde, ce sont les deux superpuissances U.S.A. et U.R.S.S. qui rivalisent pour l'hégémonie mondiale. En concentrant les coups sur ces deux tyrans qui organisent PARTOUT, y compris dans nos pays

impérialistes européens, le pillage économique et l'espionnage, la subversion, le chantage, etc., les peuples du monde porteront un coup terrible à TOUT LE SYSTEME IMPERIALISTE et les coups de boutoirs ont commencé. Dans ces conditions, quelle place occupent les divers pays impérialistes d'Europe ? Le Renmin Ribao du 5 mai y apporte une réponse dans son éditorial :

« Les luttes actuelles qui se mènent sur le plan international confirment d'une façon vivante que notre globe comporte bien, en fait, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux. Les deux superpuissances, Etats-Unis et Union Soviétique, forment le premier monde. Les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions constituent le tiers monde où vit la majorité écrasante de la population mondiale. Ceux-ci représentent la force motrice révolutionnaire qui fait progresser l'histoire ainsi que la force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, les supergrands en particulier. A cette session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'O.N.U., les pays du tiers monde se sont dressés contre les deux tyrans, Etats-Unis et Union Soviétique, qui se trouvent dans la situation où " la fleur se flétrit et l'on n'y peut rien " ; c'est pourquoi il s'avère pour eux de plus en plus difficile de maintenir leur contrôle sur les Nations Unies et de les manipuler. La session a aussi démontré que les pays du second monde (c'est-à-dire par exemple la France H.J.), qui se trouvent situés entre les superpuissances et les pays du tiers monde ne peuvent mener une lutte efficace contre le contrôle, l'infiltration et le pillage des superpuissances et pour la sauvegarde de leur indépendance et de leur souveraineté qu'à condition qu'ils traitent d'égal à égal le tiers monde et nouent des liens étroits avec lui. »

Nous posons, nous, la question : le rédacteur de Ligne Rouge est-il d'accord avec cette profonde analyse des camarades chinois ? Et, si oui, comment concilie-t-il sa prétention à viser principalement l'impérialisme français avec une telle appréciation ?

Les marxistes-léninistes doivent bien comprendre le monde actuel pour mener à bien la révolution : il est indispensable de bien situer la cible sur le plan international, le président Mao a toujours critiqué ceux qui veulent frapper des deux poings dans deux directions à la fois. C'est pourquoi nous devons travailler à unir tout ce qui peut être uni dans la lutte contre les deux superpuissances et notamment celle qui se révèle chaque jour plus dangereuse en Europe, le social-impérialisme soviétique. En ce qui concerne la bourgeoisie monopoliste française, la question se pose ainsi : est-il préférable de la voir basculer et capituler aux côtés du social-impérialisme ou bien de la voir resserrer ses liens avec le tiers monde ? Cela veut-il dire que nous abandonnons la lutte contre le capital monopoliste français ? Cela est une absurdité réfutée sans peine par tout lecteur de notre journal (voir photos ci-contre).

Sur le plan intérieur, notre tâche c'est de préparer la révolution prolétarienne, et sur le plan extérieur, nous n'avons jamais cessé de soutenir politiquement et d'autres manières, à la mesure de nos moyens, les peuples frères des colonies françaises et nous les soutiendrons jusqu'à ce qu'ils aient conquis leur indépendance complète. Ceux-ci sont sans doute mieux que le rédacteur du Prolétaire Ligne Rouge à même d'en juger. D'ailleurs, pour démasquer la duplicité de ce critique malveillant, on pourrait reprendre dans le n° 1 de Prolétaire particulièrement condamné, à la page 77, cette indication : « ... De manière générale, notre revue Prolétaire ouvre ses colonnes à tous les camarades en lutte contre l'impérialisme français. »

Telle était la première réponse rapide aux remarques d'un censeur anonyme : l'ennemi principal à combattre sur le plan international, ce n'est pas l'impérialisme français. Nous aborderons dans notre prochain numéro la question de la guerre civile et de la guerre révolutionnaire de libération.

SOUTIEN ACTIF A LA LUTTE DU PEUPLE MARTINICAIS CONTRE LE COLONIALISME FRANCAIS



ABSTENTION MASSIVE

« Vous qui vous abstenez, vous qui vous abstenez... »

DANS LES D.O.M.-T.O.M.

LE PATRIOTE GUADELOUPEEN

abstention révolutionnaire

MARTINIQUE voter n'est pas lutter

LE VOIX DU PEUPLE

Halte à la guerre colonialiste au Tchad !

MARTINIQUE

Une seule solution : l'indépendance nationale

« Les militants de divers groupes accusent H.R. de ne pas lutter contre le colonialisme et l'impérialisme français. On peut vraiment se demander si ces censeurs lisent notre journal et font preuve de sérieux dans leurs critiques ! »

PROLETARIAT
numéro 6
sortira le 5 juillet

Dès maintenant, écrire à :
E-100,
70 rue de Belleville - Paris-20

Les militants du cercle marxiste-léniniste de Bayonne rejoignent les rangs de l'Humanité Rouge

Cette décision a été prise après des mois d'analyses politiques de ce que fut notre passé et de la ligne de l'Humanité Rouge. Ce processus d'unification a été mené selon le principe « UNITE CRITIQUE UNITE » cela afin de parvenir à une fusion des idées, seule base solide de l'unité des marxistes-léninistes.

Ce juste principe d'unification nous l'avons bafoué dans notre passé à plusieurs reprises, en proposant à des groupes ou des personnes de s'unir passant sous la table les divergences. Ceci dans le but de préserver une soi-disant unité qui n'était que formelle et qui a provoqué les échecs successifs de notre groupe local.

Les militants du cercle marxiste-léniniste de Bayonne issus de courants nationalistes Basques ou de mouvements spontanés tel l'ex-Cause du Peuple, ont fait pendant des années l'expérience d'un travail artisanal.

Notre groupe a connu pendant cette période toutes les tare du spontanéisme. L'activité locale s'est toujours faite au jour le jour sans perspective :

— refus de nous situer par rapport aux problèmes nationaux et internationaux, cela par suite de notre incapacité d'analyses,

— dans la méthode de direction du groupe régnait le libéralisme le plus complet. Aucune décision ne pouvait être prise sans assemblée générale.

Tout cela nous a conduit à ne pas mener une lutte conséquente face au révisionnisme par exemple :

— aux législatives 73 nous avons laissé la liberté de vote à chaque camarade.

En fait durant cette période nous avons renforcé le révisionnisme.

Malgré notre activisme et notre désir sincère de défendre les intérêts de la classe ouvrière nous avons été incapable d'offrir les perspectives claires aux masses populaires pour la révolution, l'instauration du socialisme et la dictature du prolétariat. En analysant nos échecs successifs nous avons été amenés à constater que localement par notre seule force, il nous était impossible d'élaborer une ligne politique.

Approfondissant nos connaissances de la théorie marxiste-léniniste sans abandonner la pratique, nous nous sommes posés la question du parti et nous avons examiné les deux conceptions. Nous sommes vite arrivés à la conclusion que, seul Humanité Rouge représente l'avant-garde légitime de la classe ouvrière en France.

Après la trahison des principes marxistes-léninistes par Krouchtchev, l'abandon par le P.C.F. des intérêts de la classe ouvrière, pour les communistes sincères, une nécessité s'imposait celle de redonner au prolétariat son organisation d'avant-garde.

Ce sont les camarades de l'H.R. issus du mouvement ouvrier, qui dès 65 ont mis en avant la nécessité de reconstruire l'authentique parti marxiste-léniniste en France. Face aux théories spontanées ils sont les seuls à défendre la conception bolchévique du parti. Par leur mot d'ordre CLASSE CONTRE CLASSE ils sont les seuls à poser concrètement le problème des alliances de classes, le problème du front uni sous la direction de la classe ouvrière.

L'H.R. est la seule organisation qui donne les éléments pour effectuer un travail de masse juste pour faire pénétrer dans les masses populaires la ligne idéologique politique prolétarienne. C'est la seule organisation qui guide la lutte du prolétariat de France contre son ennemi de classe, qui lie l'analyse de la situation en France à l'analyse des contradictions au niveau international (notamment celle qui oppose les peuples et nations opprimés aux deux superpuissances impérialistes : les Etats-Unis et l'U.R.S.S.).

Toutes ces raisons font que nous reconnaissons dans l'H.R. la seule organisation d'avant-garde du prolétariat de France. A l'heure où l'unification des marxistes-léninistes est primordiale, nous invitons tous les groupes locaux et les M.L. sincères à rejoindre l'H.R. et nous dénonçons les manœuvres des dirigeants de Front Rouge qui tentent de créer un pseudo parti dans le seul but de détourner les militants sincères de la véritable organisation du prolétariat en France.

M. Gilbert Mury, vos pratiques témoignent de votre idéologie révisionniste !

Nous avons déjà démasqué le faux « marxiste-léniniste » Gilbert Mury, en riposte à ses basses attaques contre le Congrès de Puyricard où fut créé fin décembre 1967 le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Mais nous avons ménagé ce personnage, aujourd'hui étroitement associé à l'opération de division et diversion montée sous le sigle de « PCR (ml) » par les dirigeants scissionnistes de l'officine « Front Rouge ». Nous lui avons laissé « une issue » en indiquant qu'il n'était pas un « ennemi » (au sens de Mao Tsé-toung), mais seulement un élément étranger au marxisme-léninisme.

Or nous venons de faire une découverte qui remet sérieusement en cause la pondération dont nous avons fait preuve jusqu'ici, et sur la base de cette découverte nous pouvons maintenant préciser quelle est la nature exacte de l'idéologie de Gilbert Mury : cette nature est typiquement révisionniste.

Qu'on en juge.

En 1972, ce curieux publiciste présentait chez l'éditeur Maspéro et sous le titre « Face au révisionnisme », un recueil de textes d'Enver Hoxha.

Or, il en profita pour trahir délibérément la pensée du Premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie sur une question tout à fait fondamentale, la question du Parti Marxiste-Léniniste.

Dans les « Œuvres » du camarade Enver Hoxha publiées en langue albanaise (Rapports et Discours de la période 1967-1968), on peut lire à la page 434 cette phrase : « Këtu, në këto momente dhe në këto turma të guximshme të rinjsh, duhet të futen partitë e reja marksiste-leniniste, shokët tanë revolucionarë, për të punuar e luftuar tok me ta, për t'i sqaruar dhe udhëhequr. »

Bien que nos lecteurs ne dispo-

sent pas de l'usage de la langue albanaise, ils peuvent remarquer que figure au milieu de cette phrase un mot albanaise qui ressemble au mot correspondant en français, il s'agit du mot « partitë » qui signifie « les partis ».

Or, voici comment Mury a présenté ce passage à la page 98 du livre cité plus haut : « C'est ici — dans ces moments et dans ces foules courageuses de jeunes gens — que doivent pénétrer les nouveaux marxistes-léninistes... » (page 98-5^e paragraphe).

Quand on connaît les théories anti-léninistes et anti-staliniennes que Mury a développées dans son ouvrage « La société de répression » aussitôt après les événements de mai-juin 1968 d'une part, quand on sait également quelle fut son attitude au moment de la création du PCMLF en 1967, quand on se remémore aussi ce qu'il a écrit sur le même sujet dans son autobiographie « Pourquoi je vis - On leur fera la peau », on ne peut douter un seul instant que la suppression du mot « partis » dans le texte traduit en français de l'éminent marxiste-léniniste Enver Hoxha ne soit un acte délibéré.

Ce geste est celui d'un individu acquis à des pratiques ne relevant que du révisionnisme moderne et nullement du marxisme-léninisme.

Il fallait que cette révélation soit publiée pour mettre en garde les jeunes militants sincères, et sincèrement trompés, du PCR (ml) auquel participe si activement ce Mury dans un but de diversion et division des forces marxistes-léninistes authentiques en France comme en Europe.

Ouvrez donc les yeux, camarades, et voyez un peu qui servent de telles pratiques sinon la ligne idéologique et politique du REVISIONNISME MODERNE.

AUX CAMARADES ET SYMPATHISANTS :

Aujourd'hui, nous tenons à la disposition de nos camarades et sympathisants, une série d'affichettes (format 21 x 29,7) à reproduire en grand nombre par leur propre moyen par l'intermédiaire d'un stencil électronique.

Nous pouvons les fournir sur stencil « papier » pour un tirage inférieur à 2 000 exemplaires, ou sur stencil « plastique » pour un tirage inférieur à 10 000 exemplaires. En ce qui concerne le stencil en plastique il est nécessaire, pour un long tirage de prévoir de le

nettoyer à l'essence plusieurs fois pour le dégager de toutes les peluches de papier infiltrées.

Le prix : stencil papier, 5,00 F, stencil plastique, 8,00 F : port payé.

Les stencils peuvent s'adapter sur n'importe quelle machine duplicateur à encre. Il suffit pour cela d'adapter la tête du stencil aux perforations correspondant à la machine.

Passez vos commandes ! En avant pour intensifier notre agitation propagande !

Lisez, diffusez, étudiez " Pékin-Information "

Un militant, comme un sympathisant marxiste-léniniste ne peuvent se dispenser d'une connaissance sérieuse des articles publiés dans l'hebdomadaire chinois « Pékin-Information ».

C'est pourquoi nous appelons nos lecteurs, amis et camarades, à s'abonner sans tarder à « Pékin-Information » par l'intermédiaire d'E-100 (organisme habilité à transmettre ces abonnements).

« PEKIN-INFORMATION »

Abonnement un an : 21 F
Abonnement deux ans : 31,50 F
Abonnement trois ans : 42 F

Adressez vos abonnements à :

E-100, 70, rue de Belleville, Paris-20

Souscription permanente

CDHR manouchian	50
Camarades de Province	5
CDHR J. Staline C	50
CDHR Province	20
à abonnement D. J.P.	15
En supplément	
Souscription permanente des enseignants de l'Ouest	40
Soutien employée chèques postaux	3
Soutien Politzer	50
De passage à Paris	20
A bas la clique Brejnev-Kossyguine	10
Un maçon	10
Deux chauffagistes	5,50
Un étudiant Africain	0,70
Soutien permanent juin (S.V.)	10
Contribution involontaire d'une municipalité révisionniste	50
CDHR J. Staline C.	10
Soutien à HR février, mars, avril mai	400
Un sympathisant Montreuil	7,20
CDHR NVT	100
Des lecteurs	103,50
CDHR G. Péri	60
CDHR Stalingrad	70
CDHR Guy-Moquet	4
CDHR Hapiot	80
CDHR E. Dimitrov	4
CDHR Dallidet	17,20
Un asympathisante (juin)	100
Un ouvrier sur un marché	10
Un camarade du FRAP	0,50
CDHR Dimitrov	54
CDHR E. Varlin	19,50
Un dessinateur	9
CDHR Carret	100
CDHR Dallidet	24,50
Un délégué CFDT	3
CDHR Dimitrov	53
Un dessinateur	9
CDHR Stalingrad	74,90
Un ex-militant du P.C. +F.	6
R.L. juin	40
Un C.D. du S.O.	100
CDHR Lou Sin (mai-juin)	400
Un sympathisant	50

Total de la semaine 2 248,50

Total général utilisé pour le règlement des dettes d'HR 475 481,02

Autocritique

Dans le numéro 230 en date du 16 mai 1974, l'Humanité Rouge a publié en première page une excellente caricature dont le contenu politique était juste, à une précision près. Giscard d'Estaing et Mitterrand y étaient présentés comme d'actifs soutiens du capitalisme, le second ayant la complicité de Marchais, agent de Brejnev.

Mais le candidat à l'Elysée, devenu depuis lors Président de la République, et le gros patron symbolisant le capitalisme portaient chacun un insigne de la croix gammée de Hitler. Cette notation était erronée dans la situation actuelle. Si la bourgeoisie capitaliste monopoliste et ses représentants sont par nature réactionnaires, et même fascisants en cas de nécessité, cela ne peut s'exprimer concrètement par l'insigne des nazis auquel demeure historiquement rattaché la notion de nationalité allemande ou de collaboration avec Hitler.

AFFICHEZ
H. R.

Un document d'actualité :

sur la construction du Parti Communiste marxiste-léniniste de Belgique

Daté du 14 avril 1973, ce texte comporte six paragraphes traitant de questions posées par des militants et groupes n'appartenant pas encore au « Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique », mais désireux de participer concrètement à l'édification d'un tel Parti en Belgique. Des problèmes identiques à ceux que connaissent les marxistes-léninistes en France sont ici posés avec perspicacité et résolus à la lumière de l'Histoire du mouvement communiste international en général, et du mouvement ouvrier belge en particulier.

Il s'agit d'une brochure de 19 pages, dont la lecture et l'étude ne peut qu'être hautement profitable à tous les marxistes-léninistes en France.

EN VENTE à E-100, 70, rue de Belleville, 75020 PARIS. L'exemplaire : 2,40 F ou, directement, dans les librairies Clarté, 32, chaussée d'Alseberg, 1160 Bruxelles - Belgique, ou 4, rue de la Petite-Boucherie, 70000 Mons - Belgique.

L'exemplaire : 20 francs belges.

Les mesures anti-inflation... une brindille de démagogie

Les mesures anti-inflation de Giscard et de son gouvernement font couler beaucoup d'encre.

Mais pour mesurer leur caractère dérisoire, il ne faut jamais perdre de vue le contexte national et mondial de crise. Le monde capitaliste se débat dans une crise sans précédent.

Partout on surproduit et partout on a du mal à vendre.

Pourtant, les prix de revient augmentent à cause de la résistance des pays producteurs de matières premières et de la recherche effrénée de surprofits.

Dans une telle situation, pour se maintenir à « flot », conserver leurs bénéfices, les monopoles capitalistes sont obligés de faire retomber le poids de la crise sur les peuples de leurs propres pays.

Ils obligent à produire avec de moins en moins de monde, à des salaires de plus en plus bas et avec des normes de production de plus en plus dures.

Quand cela ne suffit pas, ils opèrent des coups sombres dans les secteurs non « rentables » (comme à Lip, par exemple). Ce qui a pour conséquence que, tandis que le chômage s'accroît, la condition de ceux qui ont du travail s'aggrave sans cesse.

De plus, l'augmentation des prix de revient industriels rendent les prix des denrées indispensables de plus en plus élevés et le coût de la vie de plus en plus cher (alimentation, vêtements, transports...).

Ce fait est latent dans l'économie de tous les pays capitalistes européens et ces messieurs qui nous gouvernent le savent mieux que quiconque.

Même le *Monde* s'inquiète de l'inéluctabilité du chômage en France qui frappera, dès la rentrée, en tout premier les travailleurs immigrés et la jeunesse, ainsi que les vieux travailleurs que l'on se prépare à envoyer à la retraite avec des pensions dérisoires.

À Rennes, des stocks d'automobiles invendues attendent une clientèle hypothétique dans des terrains vagues, à SIMCA-CHRYSLER les « syndicats » fascistes (C.F.T.) préparent psychologiquement les ouvriers aux licenciements massifs, dans les services publics que l'on « restructure » pour en faire des secteurs « rentables » (comme l'O.R.T.F. que l'on démantèle pour faire des chaînes privées), la menace des licenciements massifs, des reconversions incertaines et des recyclages sans débouché est permanente, comme à l'Éducation nationale, à la Santé publique, aux P.T.T., à la S.N.C.F.

Une armée de chômeurs et de semi-chômeurs est en train de grossir dans tous les rouages de l'économie nationale.

À la crise paysanne, universitaire déjà grave, va se joindre inévitablement la crise ouvrière. Une crise sans précédent dans l'économie capitaliste en France, ébranlée dans ses fondements par la crise générale du capitalisme dans le monde.

Voilà le vrai contexte dans lequel il faut placer les « miettes » du plan Giscard.

Une brindille de démagogie pour cacher une forêt de problèmes insolubles.

Insolubles ? Mais, dira-t-on, il y a l'espoir de trouver la solution... à gauche !

A gauche ?

À « gauche » on dit ceci :

Il faut relancer l'économie nationale pour donner du travail à tout le monde, dans le calme, la dignité, la « paix sociale », sans heurts et surtout sans luttes réelles, avec de paisibles négociations tripartites, un nouveau « Grenelle » à froid, en somme.

Si le Programme commun est mort, on ne perd pas l'espoir à « gôche », c'est-à-dire dans les états-majors révisionnistes, « socialistes » et réformistes, de faire mieux que la « majorité » pour redresser la barre. Mais par quel tour de passe-passe ces beaux parleurs de la « gôche », réunie pourront-ils escamoter le contexte mondial de crise ? Ils n'ont pas le choix, en vérité.

Pour prendre les rennes du pouvoir, ils continueront ce qu'ont fait leurs prédécesseurs : poursuivre la politique impérialiste française et, de surcroît, faire le jeu du social-impérialisme soviétique en France, qui est en difficulté lui aussi et a besoin du débouché européen à sa politique mondiale de pillage.

Parce que nous disons cela, les révisionnistes divers nous taxent d'anticommunistes. Mais qui sont les anticommunistes aujourd'hui en France, ceux qui se postent au-devant des luttes comme des sapeurs-pompiers au nom de « l'intérêt national » et pour favoriser la politique de pillage du grand « frère » soviétique, ou ceux qui proclament que dans une telle débâcle il n'y a pas d'autre solution pour la classe ouvrière et le peuple travailleur de France que de COMPTER AVANT TOUT SUR LEURS PROPRES FORCES, DE N'AVOIR CONFIANCE QU'EN EUX-MEMES, de refuser de faire les frais de la crise, en s'organisant fermement pour la lutte de classe et non la collaboration de classe, contre les licenciements, le chômage et la vie chère, et d'envisager dès maintenant d'impulser les luttes révolutionnaires de masse qui mettront une bonne fois pour toutes le régime capitaliste aux abois à la poubelle de l'histoire ?

La seule voie, c'est celle des luttes.

la librairie

« les herbes sauvages »

exposition-vente
sur la Résistance

jusqu'au 30 juin

(la librairie est ouverte le dimanche)

PALESTINE



aucune force au monde ne peut nous arracher le fusil des mains

107 morts, 349 blessés depuis avril dernier, tel est le bilan des bombardements sionistes contre le Sud-Liban ; obus, tirs d'artillerie, puis raids aériens des 18-19 et 20 juin ont de nouveau porté la mort sur le sol libanais. Le sioniste Simon Peres a eu l'impudence cynique de parler « d'opérations visant des organisations terroristes », alors que son armée a brûlé et détruit villages et cultures, assassiné paysans libanais et Palestiniens des camps de réfugiés.

C'est un nouveau forfait sioniste encouragé par l'attitude des deux super-puissances et par leurs complots depuis la guerre d'Octobre, qui visent à maintenir la tension dans la région afin d'y consolider leurs positions économiques, politiques et stratégiques et de les élargir au dépens l'une de l'autre ; qui utilisent l'État sioniste pour tenter de liquider toute Résistance.

Car le peuple palestinien ne baisse

pas les bras ; comme l'a rappelé Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'O.L.P., à la suite du récent Conseil national palestinien :

« Depuis la guerre du Ramadan, nous avons défini notre objectif, à savoir l'intensification de la lutte à l'intérieur des territoires occupés. Le Conseil national a insisté d'une manière particulière sur ce point que nous considérons comme l'une des décisions les plus importantes... »

« ... Les événements ont prouvé qu'il n'est possible pour personne d'ignorer notre peuple. Il n'existe pas de force au monde capable de nous arracher le fusil des mains ».

L'agence palestinienne Wafa communique par ailleurs que de nombreuses opérations se multiplient en Palestine occupée.

Nous reviendrons sur cette situation au Moyen-Orient dans notre prochain numéro.



Des habitants palestiniens obligés de fuir sous l'intensité des bombardements.